

[Texte]

four years ago—the so-called one-cent campaign in which prisoners across Canada wrote letters to Bob Kaplan, who was then the Solicitor General, as well to me and some other Members of Parliament. They put a one-cent stamp on the letters calling for the abolition of mandatory supervision, and literally hundreds and hundreds of those letters were sent to Parliament. I got many of them from Joyceville, as well.

I want to ask, in terms of your experience as a society—and I see you have been going since 1962; at least the first St. Leonard's House was opened in 1962—are you in a position to tell the committee what effect, if any, the decision to impose mandatory supervision in 1970 had on the atmosphere in your halfway houses, generally with respect to the level of subsequent crimes by prisoners?

I asked the National Parole Board this question, and I was absolutely astonished to hear them say they did not know, they did not think they had the statistics pre-1970 and post-1970. I certainly hope—and I see a representative here today—that they have cleaned up their act and have put those statistics together.

We were also promised other documentation, Mr. Chairman, which I do not think we have received yet from the board. Has the clerk received it? I would ask the representative of the National Parole Board to . . . or perhaps we do not have a representative of the National Parole Board here. In any event, perhaps our clerk could contact the National Parole Board and ask them for that information, as soon as possible.

I know that Bill McGrath has been around for a long time, as has Lou. What was your experience in terms of the implications of the . . . ?

[Traduction]

sou, où les détenus de partout au Canada avaient envoyé des lettres à Bob Kaplan, qui était alors solliciteur général, ainsi qu'à moi et à d'autres députés. Affranchies d'un timbre d'un sou, les lettres demandant d'abolir la surveillance obligatoire ont été envoyées par centaines au Parlement. J'en ai reçu beaucoup de Joyceville.

J'aimerais vous demander, à la lumière de votre expérience en tant que société—et je vois que vous existez depuis 1962, ou que la première maison St-Léonard a ouvert ses portes en 1962—si vous êtes en mesure de dire au Comité quel effet, le cas échéant, la décision d'imposer la surveillance obligatoire, en 1970, a eu sur l'atmosphère de vos maisons de transition, en ce qui concerne généralement le taux de récidive?

J'ai posé la question à la Commission nationale des libérations conditionnelles, et quelle n'a pas été ma surprise quand on m'a répondu qu'on n'avait pas de statistiques pour les périodes avant et après 1970. J'espère sincèrement—et je vois qu'il y a un représentant de la commission ici aujourd'hui—que la commission a mis de l'ordre dans ses affaires et réuni ces statistiques.

On nous avait également promis d'autres documents, monsieur le président, que nous n'avons toujours pas reçus, je pense. Le greffier les a-t-il reçus? J'aimerais demander au représentant de la Commission nationale des libérations conditionnelles de . . . en fait, ce n'est peut-être pas un représentant de la commission que nous voyons là. De toute façon, notre greffier pourrait peut-être communiquer avec la Commission nationale des libérations conditionnelles afin d'obtenir ces renseignements le plus tôt possible.

Je sais que Bill McGrath travaille dans le domaine depuis longtemps, tout comme Lou, d'ailleurs. D'après votre expérience, quelle a été l'incidence de l'imposition de la surveillance obligatoire . . . ?

• 1155

Mr. W. McGrath: If you were to ask it specifically in the house, Lou would answer the question better than I can. As you were saying earlier, it was a sort of a Hobson's choice. At the time, we were in remission. There was parole, of course, but there was no ordinary remission in the sense we are talking about it here. Suddenly, this appeared on the horizon and the inmates saw this, obviously, as a good thing. The price they paid for it was to submit to mandatory supervision, and they were prepared to do it.

However, I think experience since has changed their mind. I think it is true of a lot of people in the field, too. I think a lot of us supported the idea in the beginning. After all, it makes sense that people are going to be supervised and let out earlier. A lot of us said it sounds sensible, and wanted to give it a run. Again, based on experience since then, I think we have changed our mind. I think the same kind of feeling probably went with the inmates as a whole. In your houses, I am not so sure.

M. W. McGrath: Si vous demandez quel a été l'effet chez les détenus des maisons de transition, je pense que Lou peut répondre mieux que moi à cette question. Comme vous le disiez plus tôt, c'était un choix d'Hobson. À l'époque, il y avait évidemment la libération conditionnelle, mais il n'y avait pas de remise de peine au sens où on l'entend aujourd'hui. Puis, on est arrivé avec cela, et les détenus l'ont bien accueillie. En contrepartie, ils ont dû se soumettre à la surveillance obligatoire, mais ils étaient prêts à le faire.

Toutefois, je pense que l'expérience les a fait changer d'idée. Et c'est vrai aussi pour de nombreux travailleurs dans le domaine. Je pense qu'au début, nous étions nombreux à croire que c'était une bonne idée. Après tout, il était raisonnable de vouloir surveiller les détenus s'ils étaient libérés plus tôt. Cela nous apparaissait raisonnable, et nous étions prêts à l'essayer. Maintenant, avec l'expérience, je pense que nous nous sommes ravisés. Et c'est probablement ce qui s'est produit aussi chez les détenus en général. Quant aux pensionnaires de vos maisons, je ne sais pas.